



Paris, le 5 octobre 2017

Rapport Zone franc 2016

Le rapport annuel de la Zone franc¹, publié jeudi 5 octobre 2017, est établi par le secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc – assuré par la Banque de France, en étroite collaboration avec les trois banques centrales² des pays membres. Ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres pour l'année 2016 et présente les perspectives pour celle de 2017.

La croissance économique de l'Afrique subsaharienne est tombée à 1,3 % en 2016 – taux le plus bas depuis plus de vingt ans. Ce ralentissement masque une forte hétérogénéité des situations nationales. Les pays riches en matières premières, et tout particulièrement en pétrole, ont été les plus touchés, alors que les pays importateurs de pétrole, ont pour la plupart conservé une dynamique favorable. Selon le FMI, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer un rebond en 2017 à 2,7 %.

En 2016, la croissance de l'activité en Zone franc a été globalement supérieure à celle du reste de l'Afrique subsaharienne, tout en connaissant les mêmes contrastes. Dans la **CEMAC**, l'activité économique a fortement pâti de la faiblesse des cours des hydrocarbures et des performances médiocres du secteur non pétrolier – globalement affecté par le recul de la demande intérieure. La croissance a ainsi ralenti de 1,6 % en 2015 à 0,2 % en 2016 – un rythme toutefois supérieur à celui de pays pétroliers comme le Nigeria (-1,5 %) ou l'Angola (0,0 %).

En revanche, **la croissance a accéléré en UEMOA**, passant de 6,3 % en 2015 à 6,7 % en 2016, un taux de croissance supérieur à celui des pays d'Afrique subsaharienne importateurs de pétrole. L'activité économique a continué de profiter de la bonne tenue de la consommation interne et de la poursuite de vastes programmes d'investissements publics dans la construction et les transports. Aux **Comores**, le PIB réel a progressé de 2,1 %, après 1 % en 2015.

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

² La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC). Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données également collectées auprès des Commissions bancaires et des autorités nationales des pays membres.

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00

Les pays de l'UEMOA et de la CEMAC ont continué d'enregistrer des taux d'inflation modérés, respectivement de 0,3 % et 1,2 %, nettement inférieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (11,4 %). L'arrimage à l'euro a en effet protégé les pays de la Zone Franc de chocs inflationnistes consécutifs à de fortes dépréciations du taux de change, comme en ont connu l'Angola, le Ghana et le Nigéria.

La croissance devrait s'accélérer en Zone franc en 2017. Elle resterait soutenue en UEMOA à 6,9 % et se redresserait légèrement en CEMAC à 0,8 %, malgré une nouvelle contraction de la production de pétrole. Aux Comores, la Banque centrale prévoit une croissance de 3 % en 2017.

Ce rapport est disponible en ligne:

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/rapports-annuels-de-la-zone-franc>

A propos de la Banque de France. Institution indépendante, la Banque de France a trois grandes missions : la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie. Elle contribue à définir la politique monétaire de la zone euro et la met en œuvre en France ; elle contrôle banques et assurances et veille à la maîtrise des risques ; elle propose de nombreux services aux entreprises et aux particuliers.

Visitez notre site internet www.banque-france.fr

Suivez nous    

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00